

**ADRIANOR**

Siège social à TILLOY LES MOFFLAINES (62217) – Rue Jacquart - ZI Est Arras  
62217 TILLOY LES MOFFLAINES

**RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport sur les comptes annuels

Rapport spécial sur les conventions réglementées

**ADRIANOR**

Association

Siège social à TILLOY LES MOFFLAINES (62217) – Rue Jacquart - ZI Est Arras  
- SIRET 352 120 406 -

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**  
Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'Association ADRIANOR,

**Opinion**

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ADRIANOR relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

---

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

## **Vérifications spécifiques**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante

Fait à AMIENS, le 13 mars 2025  
Le Commissaire aux comptes



SECOVI AUDIT  
Stéphane CORNU

**SECOVI AUDIT**

## ANNEXE

### Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés	21 168	21 168		
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom	142	142		
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions	14 500	11 483	3 017	4 467
Installations techniques, matériel et outillage	3 891 667	2 624 920	1 266 747	1 458 207
Autres immobilisations corporelles	173 296	162 180	11 116	40 930
Immob. en cours / Avances et acomptes	4 071		4 071	
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	16		16	16
TIAP & autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	2 826		2 826	2 826
<b>Total I</b>	<b>4 107 686</b>	<b>2 819 893</b>	<b>1 287 793</b>	<b>1 506 446</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	267 822	7 858	259 964	159 657
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	278 298		278 298	852 971
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 053 327		1 053 327	423 984
Charges constatées d'avance	40 555		40 555	37 433
<b>Total II</b>	<b>1 640 002</b>	<b>7 858</b>	<b>1 632 144</b>	<b>1 474 045</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion - Actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>5 747 687</b>	<b>2 827 751</b>	<b>2 919 936</b>	<b>2 980 491</b>

**SECOVI AUDIT**  
Commissaire aux Comptes





	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
<b>Réserves</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	1 022 304	1 031 449
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>29 806</b>	<b>-9 145</b>
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>1 052 109</b>	<b>1 022 304</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	993 603	1 176 716
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
<b>Total I</b>	<b>2 045 712</b>	<b>2 199 019</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	45 460	
<b>Total II</b>	<b>45 460</b>	
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	15 000	15 000
Provisions pour charges		
<b>Total III</b>	<b>15 000</b>	<b>15 000</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts	362 503	417 794
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	362 503	417 794
Emprunts et dettes financières diverses	2 364	2 364
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		85
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	159 877	188 147
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	115 199	93 272
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	80 189	8 783
Produits constatés d'avance	93 631	56 026
<b>Total IV</b>	<b>813 764</b>	<b>766 472</b>
Ecart de conversion - Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>2 919 936</b>	<b>2 980 491</b>

SECOVI AUDIT

Commissaire aux Comptes



	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>						
Cotisations						
<b>Ventes de biens et de services</b>	<b>656 263</b>		<b>636 015</b>		<b>20 248</b>	<b>3,18</b>
Ventes de biens						
Ventes de prestations services	656 263	52,92	636 015	53,54	20 248	3,18
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>583 895</b>		<b>551 983</b>		<b>31 912</b>	<b>5,78</b>
Concours publics et subventions d'exploitation	583 895	47,08	551 983	46,46	31 912	5,78
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consom						
Ressources liées à la générosité du public						
Contributions financières						
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de ch	5 148	0,42	5 320	0,45	-172	-3,23
Utilisation des fonds dédiés						
Autres produits	445	0,04	2 841	0,24	-2 395	-84,33
<b>Total I</b>	<b>1 245 751</b>	<b>100,45</b>	<b>1 196 158</b>	<b>100,69</b>	<b>49 593</b>	<b>4,15</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>						
Achats de marchandises						
Variations de stock						
Autres achats et charges externes	525 711	42,39	523 770	44,09	1 941	0,37
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	13 839	1,12	9 316	0,78	4 523	48,55
Salaires et traitements	443 816	35,79	463 263	39,00	-19 447	-4,20
Charges sociales	152 445	12,29	139 613	11,75	12 832	9,19
Dotations aux amortissements et aux dépréciati	246 924	19,91	137 751	11,60	109 173	79,25
Dotations aux provisions						
Reports en fonds dédiés	5 460	0,44			5 460	
Autres charges	6 367	0,51	957	0,08	5 411	565,67
<b>Total II</b>	<b>1 394 562</b>	<b>112,45</b>	<b>1 274 669</b>	<b>107,30</b>	<b>119 893</b>	<b>9,41</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-148 811</b>	<b>-12,00</b>	<b>-78 511</b>	<b>-6,61</b>	<b>-70 300</b>	<b>89,54</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'acti						
Autres intérêts et produits assimilés	5 127	0,41	3 539	0,30	1 588	44,87
Repr. / provisions, dépréciations et transferts de						
Différences positives de change						
Produits nets / cessions de valeurs mob. de pla						
<b>Total III</b>	<b>5 127</b>	<b>0,41</b>	<b>3 539</b>	<b>0,30</b>	<b>1 588</b>	<b>44,87</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>						
Dotations aux amort., aux dépréciations et provi						
Intérêts et charges assimilées	5 444	0,44	22 145	1,86	-16 701	-75,42
Différences négatives de change						
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de pla						
<b>Total IV</b>	<b>5 444</b>	<b>0,44</b>	<b>22 145</b>	<b>1,86</b>	<b>-16 701</b>	<b>-75,42</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>-317</b>	<b>-0,03</b>	<b>-18 606</b>	<b>-1,57</b>	<b>18 289</b>	<b>-98,30</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II)</b>	<b>-149 128</b>	<b>-12,02</b>	<b>-97 117</b>	<b>-8,17</b>	<b>-52 011</b>	<b>53,55</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital			12 500	1,05	-12 500	-100,00
Reprises provisions, dép., et transferts de charg	198 113	15,97	96 542	8,13	101 571	105,21
<b>Total V</b>	<b>198 113</b>	<b>15,97</b>	<b>109 042</b>	<b>9,18</b>	<b>89 071</b>	<b>81,69</b>





## Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
CHARGES EXCEPTIONNELLES						
Sur opérations de gestion	13 584	1,10	17 169	1,45	-3 585	-20,88
Sur opérations en capital						
Dot. amortissements, aux dépréciations et provi	15 000	1,21	15 000	1,26		
<b>Total VI</b>	<b>28 584</b>	<b>2,30</b>	<b>32 169</b>	<b>2,71</b>	<b>-3 585</b>	<b>-11,14</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>169 529</b>	<b>13,67</b>	<b>76 873</b>	<b>6,47</b>	<b>92 656</b>	<b>120,53</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)	-9 404	-0,76	-11 099	-0,93	1 695	-15,27
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>1 448 991</b>	<b>116,84</b>	<b>1 308 739</b>	<b>110,16</b>	<b>140 253</b>	<b>10,72</b>
<b>Total des charges ((II + IV + VI + VII + VI</b>	<b>1 419 186</b>	<b>114,44</b>	<b>1 317 884</b>	<b>110,93</b>	<b>101 302</b>	<b>7,69</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>29 806</b>	<b>2,40</b>	<b>-9 145</b>	<b>-0,77</b>	<b>38 951</b>	<b>-425,92</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NA</b>						
Dons en nature						
Prestations en nature						
Bénévolat						
<b>TOTAL</b>						
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLO</b>						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite						
Prestations en nature						
Personnel bénévole						
<b>TOTAL</b>						





# COMPTES ANNUELS

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe





## Synthèse de l'annexe

	Applicable	Non applicable	Non significatif
- Règles et méthodes comptables	X		
- Faits caractéristiques	X		
- Actif immobilisé	X		
- Détail des immobilisations		X	
- Estimation du portefeuille de TIAP		X	
- Liste des filiales		X	
- Détail des amortissements		X	
- Etat des échéances des créances	X		
- Etat des échéances des dettes	X		
- Dettes garanties par des suretés réelles		X	
- Tableau de variation des fonds propres	X		
- Provisions réglementées		X	
- Provisions pour risques et charges	X		
- Charges constatées d'avance	x (Détail)		
- Produits constatés d'avance	x (Détail)		
- Produits à recevoir	x (Détail)		
- Charges à payer	x (Détail)		
- Ventilation des ressources nettes		X	
- Honoraires des commissaires aux comptes		X	
- Subventions d'exploitation	X		
- Concours publics et subventions	X		
- Résultat financier		X	
- Eléments exceptionnels	X		
- Analyse du résultat			
- Tableau des effectifs	X		
- Rémunération des dirigeants	X		
- Engagements financiers donnés		X	
- Engagements financiers reçus		X	
- Crédit-bail		X	
- Crédit-bail (Etat simplifié)		X	
- Engagement de retraite		X	
- CICE		X	
- Contributions volontaires		X	
- Suivi des legs et donations		X	
- Détail des legs, donations et assurances-vie		X	
- Suivi des dons restant à vendre		X	
- Legs autorisés à réaliser		X	
- Suivi des subventions affectées		X	
- Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		X	
- Fonds dédiés sur générosité du public		X	
- Compte de résultat par origine et destination		X	
- Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étra		X	





## Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ADRIANOR

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 2 919 936 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 29 806 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 03/03/2025 par le conseil d'administration.

### Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Adrianor a été créé en 1988 au service des milieux industriels, artisanaux et commerciaux œuvrant dans le secteur économique des produits alimentaires et des milieux agricoles.

Les prestations individuelles visent à :

Contribuer au développement des activités de transformation agro-alimentaire en facilitant la coopération entre la recherche scientifique et technique et les professions,

Promouvoir l'innovation dans les produits et les procédés par l'expérimentation,

Aider les entreprises à améliorer la qualité de leurs produits et à baisser leurs coûts de production,

Fournir, sous forme de conseil technique et d'accès à la documentation, une assistance technique aux entreprises,

Contribuer à la formation des personnels des entreprises du secteur.

Depuis quelques années les contraintes qui pèsent sur les produits alimentaires se sont amplifiées et, pour continuer à répondre au mieux aux besoins de la filière nous avons investi dans de nouveaux équipements en 2022/2023. Cette phase d'accroissement de nos moyens largement soutenue par les collectivités publiques et la collaboration avec l'Université d'Artois nous ont permis, toujours en 2023, d'obtenir la qualification ITAI par le ministère de l'agriculture. Pour autant, il s'agit maintenant de renforcer nos moyens humains afin de développer nos prestations privées et diminuer notre dépendance aux aides publiques.

Du fait du développement et de l'importance de l'activité lucrative, Adrianor est fiscalisé sur l'intégralité de ses activités.

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Pour rappel, les cotisations appelées chaque année font l'objet de l'envoi aux adhérents d'une facture d'appel de cotisations afin d'obtenir le règlement.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.



## Règles et méthodes comptables

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

#### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Agencements des constructions : 10 à 25 ans
- \* Installations techniques : 5 à 10 ans
- \* Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.



## Faits caractéristiques

### Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

- Comptabilisation d'une provision de 15 K€ pour risque de non atteinte de l'assiette subventionnable pour le Pôle innovation et reprise de la provision 2023.

### Autres éléments significatifs

Les IFC font l'objet d'un versement de 5000 € chaque année auprès de CA Assurance Retraite. Le total versé depuis l'ouverture du contrat s'élève à 38 k€.

La provision IFC a été estimée a fait l'objet d'un calcul pour la première fois au 31/12/2024 et pourrait s'élever à 149 k€ du fait de la générosité de la convention collective.

La direction prévoit d'augmenter les versements assurance retraite dans les prochaines années afin d'anticiper les prochains départs à la retraite prévus vers 2031.

Eléments méthodologiques de calcul :

A - Taux de progression des salaires 2,00%

B - Taux d'actualisation 3,00%

C - Taux de charges patronales moyen 30,00%

D - âge de départ à la retraite

65 ans

Convention collective des bureaux d'étude technique





## Notes sur le bilan

## Actif immobilisé

## Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	21 310			21 310
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>21 310</b>			<b>21 310</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	14 500			14 500
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 849 267	42 400		3 891 667
- Installations générales, agencements aménagements divers	22 120			22 120
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	177 234	992	27 050	151 176
- Emballages récupérables et divers		4 071		4 071
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>4 063 121</b>	<b>47 462</b>	<b>27 050</b>	<b>4 083 533</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	16			16
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	2 826			2 826
<b>Immobilisations financières</b>	<b>2 842</b>			<b>2 842</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>4 087 273</b>	<b>47 462</b>	<b>27 050</b>	<b>4 107 686</b>

SECOVI AUDIT

Commissaire aux Comptes





## Notes sur le bilan

## Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	21 310			21 310
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>21 310</b>			<b>21 310</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	10 033	1 450		11 483
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 391 059	233 861		2 624 920
- Installations générales, agencements aménagements divers	11 951	1 861		13 812
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	146 473	1 894		148 368
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>2 559 517</b>	<b>239 066</b>		<b>2 798 583</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>2 580 827</b>	<b>239 066</b>		<b>2 819 893</b>



## Notes sur le bilan

## Actif circulant

## Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 589 501 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	2 826		2 826
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	267 822	267 822	
Autres	278 298	278 298	
Charges constatées d'avance	40 555	40 555	
<b>Total</b>	<b>589 501</b>	<b>586 675</b>	<b>2 826</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

## Produits à recevoir

	Montant
Clients fact. à établir	14 095
Divers - produits à recevoir	3 500
Intérêts courus à recevoir	567
<b>Total</b>	<b>18 162</b>

**SECOVI AUDIT**  
Commissaire aux Comptes



## Notes sur le bilan

## Fonds propres

## Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	1 031 449	-9 145			1 022 304
Excédent ou déficit de l'exercice	-9 145	9 145	29 806		29 806
<b>Situation nette</b>	<b>1 022 304</b>		<b>29 806</b>		<b>1 052 109</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 176 716			183 113	993 603
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
<b>TOTAL</b>	<b>2 199 019</b>		<b>29 806</b>	<b>183 113</b>	<b>2 045 712</b>

## Provisions

## Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	15 000	15 000	15 000		15 000
<b>Total</b>	<b>15 000</b>	<b>15 000</b>	<b>15 000</b>		<b>15 000</b>
<b>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</b>					
Exploitation					
Financières					
Exceptionnelles		20 460	15 000		

SECOVI AUDIT  
Commissaire aux Comptes





## Notes sur le bilan

## Dettes

## Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 813 764 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	362 503	56 486	306 017	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	2 364	2 364		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	159 877	159 877		
Dettes fiscales et sociales	115 199	115 199		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	80 189	80 189		
Produits constatés d'avance	93 631	93 631		
<b>Total</b>	<b>813 764</b>	<b>507 747</b>	<b>306 017</b>	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	55 237			
(**) Dont envers les associés				

## Charges à payer

	Montant
Fournis. fact. non parvenues	23 458
Int.courus s/emp.aup.etabl.t.crédit	281
Dettes provis. pr congés à payer	38 654
Charges sociales s/congés à payer	13 883
Charges sociales - charges à payer	9 959
Divers - charges à payer	11 000
<b>Total</b>	<b>97 235</b>





## Notes sur le bilan

## Comptes de régularisation

## Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	40 555		
<b>Total</b>	<b>40 555</b>		

## Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	93 631		
<b>Total</b>	<b>93 631</b>		

**SECOVI AUDIT**  
Commissaire aux Comptes



## Notes sur le compte de résultat

## Charges et produits d'exploitation et financiers

## Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation			583 894			583 895
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement	183 112					183 113
						<b>767 008</b>

## Charges et Produits exceptionnels

## Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	13 584	
Provisions pour risques et charges	15 000	
Subventions d'investissement virées au résultat		183 113
Provisions pour risques et charges		15 000
<b>TOTAL</b>	<b>28 584</b>	<b>198 113</b>



## Autres informations

## Effectif

Effectif moyen du personnel : 12 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres	1	1	2	2
Employés	4	6	10	10
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>12</b>	<b>12</b>

## Informations sur les dirigeants

## Rémunérations allouées aux dirigeants

En application de l'article 20 de la loi 2006 – 586 du 23/05/2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux 3 plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

**SECOVI AUDIT**  
Commissaire aux Comptes

**ADRIANOR**

Association

Siège social à TILLOY LES MOFFLAINES (62217) – Rue Jacquart - ZI Est Arras  
- SIRET 352 120 406 -

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée générale de l'association ADRIANOR,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.


**Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant**

---

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à AMIENS, le 13 mars 2025

Le Commissaire aux comptes



SECOVI AUDIT  
Stéphane CORNU